

Marc Lambinet

Le Québec à la croisée des chemins



Dans le monde actuel, il n'y a pas que le Québec, terre française d'Amérique, qui se cherche un mode de vie acceptable. Partout à travers la planète, les régions sont tiraillées entre leur identité culturelle bien particulière et leur appartenance à des ensembles politiques ou économiques plus vastes. Ukrainiens, Lituanais, Basques, Bretons, Écossais, Croates, Kurdes, Ardénois, Catalans, Flamands, Bavarois, Amérindiens, Tibétains: scruter un globe terrestre ne donne pas vraiment une idée convenable de la complexe distribution des identités qui s'affirment, des nations qui résistent à l'assimilation, ou des populations qui recherchent une marge d'autonomie tout en acceptant d'ouvrir leurs frontières.

M. Marc Lambinet est un spécialiste du développement des régions. Il a étudié, en long et en large (deux doctorats), les grands mouvements qui agitent les pays, principalement en Europe et en Amérique latine. Actuellement, il poursuit un travail de recherche (un troisième doctorat) sur le Moyen-Orient. Durant la session d'automne 1991, il était professeur invité à l'UQAR, où il a collaboré à divers travaux du GRIDEQ. Il a profité de son séjour ici pour tenter de comprendre la situation «canado-québécoise». Ses réflexions nous invitent à voir avec un peu de perspective l'imbroglie qu'est devenue la constitution canadienne.

1. Plusieurs «régions» du monde sont confrontées, en cette fin de siècle, à des ensembles socio-économiques plus vastes, qui parlent de «marchés communs» bien plus que de «respect des différences». D'abord, quelle définition donnez-vous au terme «région»?

Beaucoup de valeurs traditionnelles sont disparues à cause principalement de l'industrialisation et de la mondialisation des échanges. Les «entités régionales» craignent de disparaître dans le «magma» uniforme, inodore et incolore. La constitution d'ensembles socio-économiques plus vastes, sous la forme de «marchés communs», les renforce dans leurs convictions de cette situation. Dès lors, elles souhaitent une émancipation, marquant ainsi le respect de leur différence, de leurs traditions, de leurs cultures, bref un enracinement régional dans tous les sens du terme. L'individu s'identifie à une famille, à une communauté sur un territoire donné. Au-delà, cela le dépasse.

La notion de «région» reste ambiguë. Le Conseil de l'Europe en donne la définition suivante: «un territoire de dimension moyenne susceptible d'être déterminé géographiquement et qui est considéré comme homogène». Ce qui marque une absence totale de précision quant à sa définition, ses choix, ses frontières, son centre, ses structures. Tout dépend du problème envisagé. Chaque question prise en considération fera correspondre une région différente. Dans cette perspective, les régions peuvent être tracées selon des critères différents. On parle alors de région géographique, historique, culturelle, linguistique, ethnique, politique, administrative, économique, stratégique, etc. Parfois, ces régions traversent des frontières existantes.

Pour ma part, je définirais le terme «région» comme étant un territoire géographique relativement bien délimité, habité par une communauté culturelle humaine (ethnique et linguistique), avec une histoire enracinée sur celui-ci, et aux aspirations locales et régionales bien définies (communauté d'intérêts).

2. Quelle lecture faites-vous de la situation actuelle «Québec-Canada», à la lumière de ce qui se passe ailleurs dans le monde, en Europe et en Amérique latine?

La situation actuelle «Québec-Canada» n'échappe pas au phénomène de la résurgence des peuples aux aspirations locales et régionales bien définies. Une population, francophone dans ce cas, veut devenir libre de son destin, obtenir le pouvoir de s'auto-déterminer, de s'auto-définir, d'affirmer sa culture, de s'organiser, de se gérer.

La situation canadienne actuelle me semble être plus un mariage de raison qu'un mariage d'amour et de sentiments! Les rapports ne peuvent qu'être tendus, méfiants. Et ils se détérioreront, à moins d'une transformation dans le sens d'un respect et d'une compréhens-

sion mutuels. Les modalités de cette harmonie restent évidemment à définir...

Le Québec n'est pas seul au monde à ressentir une mainmise trop oppressive et omniprésente de l'État centralisant. Plusieurs nations sont avides de libertés, pas seulement culturelles, mais aussi politiques. Le contexte économique difficile du moment ne fait que le révéler.

3. Quelles pistes de solutions voyez-vous pour le Québec et le Canada à l'horizon?

Si l'on souhaite revivifier tant le Québec que le Canada, il faudra davantage de transfert de pouvoirs et de compétences du Fédéral vers les régions. Il me semble qu'une forme de «souveraineté-association», du type des «Länder» en République fédérale d'Allemagne, puisse offrir une des solutions les plus heureuses pour toutes les parties en présence. Les Länder sont dotés d'organes qui répondent à la tradition de séparation des pouvoirs. Les «Landtag» sont des parlements élus, avec un niveau d'autonomie et de responsabilités élevé. Le Mexique présente aussi quelques beaux exemples de décentralisation des pouvoirs. Mais en réalité, chaque cas est particulier.

Il serait important, au Canada, de redéfinir les compétences et les pouvoirs dans divers domaines. Les régions du pays pourraient avoir un statut d'autonomie «à la carte», en fonction de leur histoire, de leurs coutumes, de leur droit. Je crois aussi que tôt ou tard, justice devra être faite aux Autochtones. Leurs vraies patries leur manquent...

Quant à un statut d'indépendance complète, je crois que le Québec aurait des difficultés à mettre sur pied sa propre défense nationale, sa propre monnaie, ses propres ambassades à travers le monde. Les coûts seraient élevés. Le Québec doit faire attention de couper ses liens avec le reste de l'Amérique du Nord. Par ailleurs, le Québec pourrait développer ses compétences en affaires étrangères au sein de la francophonie. Il est déjà bien présent dans ce secteur.

Enfin, peu importe la structure qu'adopteront le Canada et le Québec dans les prochaines années, il ne faudra pas négliger de voir comment cette structure s'articulera dans le cadre des accords de libre-échange avec les États-Unis, et bientôt avec le Mexique. À mon avis, avant de se lancer dans le libre-échange avec les États-Unis, il aurait fallu diminuer les contraintes économiques qui existent entre les frontières des provinces canadiennes. La position canadienne aurait été plus solide.

-->

Marc Lambinet

Je pose aussi une question: l'ensemble pan-canadien doit-il se résumer à un simple réservoir de ressources naturelles? Les États-Unis doivent-ils devenir le siège des décisions économiques, financières et politiques? Le Mexique doit-il rester la réserve des ressources humaines à bon marché? Attention à ces clichés. Accepter ce modèle de façon passive suppose, à moyen terme, une soumission inacceptable des peuples d'Amérique du Nord.

4. Certains conflits régionaux ne se règlent pas du tout à l'amiable. La situation est explosive dans certaines régions de l'URSS. Et en Yougoslavie, Serbes et Croates se sont tirés dessus de façon barbare. Peut-on craindre le pire, un conflit armé, en cette Terre française d'Amérique?

Certains conflits régionaux ne se règlent malheureusement que d'une manière brutale car les États et les appareils politico-administratifs n'ont pas suivi l'évolution de la situation économique et sociale de leurs régions. Certes, un conflit armé en Amérique du Nord serait peu souhaitable. C'est la raison pour laquelle les Québécois ne doivent jamais rompre le dialogue avec les autres régions canadiennes, ni avec le Fédéral, ni avec le voisin américain. Dès lors, à la première escarmouche éventuelle, il serait souhaitable de dialoguer, de négocier. À qui profiteraient ces tensions et confrontations? Prenons l'exemple de la crise de l'été 1990, avec les Mohawks. Pourquoi avoir laissé cette situation aller si loin? Le pourrissement d'un tel événement ne règle en aucune manière le fond du problème... Dès les premiers signes alarmants, il aurait fallu désamorcer les tensions. Et c'est aux élus avant tout de jouer ce rôle.

5. Si le Québec décide démocratiquement de devenir indépendant, quelles pourraient être les réactions de la France et des États-Unis?

Les réactions de la France seraient, selon moi, semblables à ce qu'elles ont pu être à propos des événements du Golfe, des Pays baltes, ou d'ailleurs: des réactions alignées sur les positions des États-Unis. Les liens sont plus distendus entre les gouvernements de la France et du Québec depuis un certain temps, n'est-ce pas? Il y a peut-être un rapport.

Quant aux États-Unis, il est difficile de se prononcer, mais j'ai l'impression qu'ils ont décelé les intentions, par le biais des accords de libre-échange, d'absorber progressivement le Canada (dans dix ou vingt ans?), et ce dans le cadre d'une vaste intégration économique et politique du continent nord-américain. Ce qui inclurait bien entendu le Mexique et l'Amérique centrale. Ce sont bien sûr des questions ouvertes et en suspens...

Lettres

L'UQAM et l'UQAR s'échangent des ressources



Robert Dion, Noël Audet et Renald Bérubé

Le Département d'études littéraires de l'Université du Québec à Montréal et celui de lettres de l'Université du Québec à Rimouski échangent, depuis cinq ans déjà, des ressources professorales pour dispenser les cours.

Selon le directeur du Département de lettres de l'UQAR, M. **Renald Bérubé**, l'un des initiateurs de ce projet avec Yves Lacroix de l'UQAM, «ces échanges font que les étudiantes et les étudiants des deux universités sont exposés à d'autres connaissances, à d'autres manières de voir la littérature. Ça peut être très stimulant.»

Durant le semestre d'automne 1991 par exemple, le professeur **Noël Audet**, de l'UQAM, prenait le train à chaque deux semaines pour venir donner à l'UQAR un séminaire de maîtrise sur la création textuelle. Aussi de l'UQAM, M. **Jacques Lamothe** a présenté, à Rimouski, un cours sur l'oeuvre de Michel Butor. Par ailleurs, M. **Robert Dion**, professeur à l'UQAR, s'est rendu plusieurs fois à Montréal pour diriger un séminaire sur l'évolution des formes romanesques.



Jacques Lamothe

Au cours des dernières années, les professeurs **Yves Lacroix** (deux fois) et **Jacques Pelletier**, de l'UQAM, ont également donné des cours à l'UQAR, pendant que **Renald Bérubé**, **André Gervais** et **Paul Chanel Malenfant**, de Rimouski, en faisaient autant à Montréal.

Rue Sainte-Catherine ou rue Saint-Germain?

«Est-il plus intéressant d'enseigner à Montréal ou à Rimouski?», ai-je malicieusement lancé à Noël Audet et à Robert Dion, sous l'oeil amusé de Renald Bérubé. Noël Audet, originaire de Maria, en Gaspésie, considère qu'en création, les étudiants du Bas-du-Fleuve, en général, expriment plus de spontanéité, de fraîcheur. Ils ont moins

de censure qu'à Montréal, plus de candeur. Quant à la formation théorique, elle est, selon M. Audet, aussi poussée ici qu'à Montréal. Aux deux endroits, les étudiants ont couvert les principales méthodes critiques propres au domaine littéraire.

Pour Robert Dion, les étudiantes et les étudiants de l'Est du Québec ont une culture beaucoup fondée sur des lectures. «On sent qu'à Montréal, ils sont davantage exposés au cinéma, au théâtre. L'accès à la culture est plus direct.» M. Audet ajoute toutefois que le choix de livres, à Rimouski, est plus restreint.

«Les étudiants de Rimouski ont un plus grand esprit de corps, risque Robert Dion. Ils se connaissent davantage entre eux. On sent une appartenance, une dynamique plus serrée. L'UQAM est davantage un lieu de passage. Il faut casser la glace à chaque rencontre.» «C'est vrai, répond Noël Audet, mais ces affinités peuvent créer autant de tensions que de liens solides. Quand je reviens donner un cours à Rimouski, j'ai l'impression d'en avoir manqué un bout avec mon groupe. Il se passe toujours entre eux des histoires dont je ne suis pas au courant. À Montréal, je suis à chaque fois au même point que les étudiants.»

Mais les deux conviennent que la plus grande difficulté de ce genre d'échanges de ressources demeure le transport: douze heures de train ou d'autobus, à chaque deux semaines, pour un aller-retour, à des heures pas toujours convenables, ça épuise...

Les liens entre les deux départements de lettres ne s'arrêtent pas aux cours. Ainsi, il existe des échanges de textes et de dossiers pour publication dans les revues littéraires de chacun des établissements, soit *Urgences* et *Voix et images*. Par ailleurs, les deux départements travaillent fort à un projet conjoint de doctorat en études littéraires, qui pourrait voir le jour d'ici deux ans.